



Villepinte, 21 octobre 2014, au SIAL

**Discours de clôture des Assises de l'Alimentation  
de Jean-Philippe GIRARD, Président de l'ANIA  
(*Seul le prononcé fait foi*)**

**Ensemble, créer des valeurs**

Monsieur le Ministre [cher Stéphane LE FOLL]  
Monsieur le Ministre [cher Matthias FEKL]  
[Cher Guillaume GAROT]  
Mesdames et messieurs les présidents,  
Mesdames et messieurs les directeurs,  
Chers amis,

Messieurs les ministres,

Je tenais à vous remercier très sincèrement de votre présence et d'avoir accepté de conclure nos assises de l'alimentation, riches en informations, riches en interventions, constructives et ambitieuses.

Le symbole est important : nous ne réussirons qu'en alliant la force politique et la force économique et je sais que vous en êtes pleinement conscients.

Certes nous regrettons l'absence du Président de la République qui n'a pas pu être là en raison d'une actualité économique européenne dont chacun mesure l'importance et la complexité.

Mais je sais que le Porte-parole du Gouvernement saura mieux que quiconque lui rendre compte de nos échanges et le sensibiliser aux enjeux et aux défis de la 1<sup>ère</sup> industrie de France.

Je tiens à vous remercier M. FEKL d'avoir réaffirmé au début de la table ronde sur la compétitivité le soutien de l'État et sa détermination à nos côtés pour conquérir ou reconquérir les marchés mondiaux.

Il devient urgent et impératif que la France remonte sur le podium des exportations mondiales.

Vous le savez le défi est important :

- Seules 2 entreprises sur 10 exportent contre 8 sur 10 en Allemagne. Votre action en lien avec le ministère de l'agroalimentaire sera donc déterminante.

Mais messieurs les ministres, pour être forts à l'extérieur, il faut d'abord être fort chez nous.

Messieurs les Ministres, Cher Stéphane Le FOLL,

Vous avez autour de vous, quelques 500 chefs d'entreprises et leurs partenaires, mobilisés chaque jour :

- Pour retrouver de la croissance et de la rentabilité ;
- Pour innover ;
- Pour résister face à 4 grands clients qui représentent désormais 90% du marché.

Quelques 500 chefs d'entreprises qui attendent une position ferme du Gouvernement, un message clair, une action rapide, des décisions et des sanctions quand la loi n'est pas respectée.

Des chefs d'entreprises qui, vous les savez depuis longtemps, « tendent le dos » quand l'année est difficile et ne réclament rien. Et dans les meilleures années, recrutent, investissent, agissent.

Messieurs les ministres,

Je veux devant vous remercier chacun des chefs d'entreprise présents ce matin ainsi que tous ceux qui sont venus assister aux débats de nos assises: Vous avez pu voir une industrie fière de ses métiers, responsable vis-à-vis des consommateurs, de ses salariés, de la société, et impliquée pour l'avenir de notre pays.

Une industrie ambitieuse malgré les freins et les obstacles,

Pas question pour nous de nous laisser aller à la sinistrose.

Pas question pour nous de baisser les bras, face aux difficultés.

Nous n'en avons tout simplement pas le droit car nous avons pour mission, TPE, PME, ETI et Grands groupes de nourrir nos concitoyens à travers une industrie qui représente une immense force économique.

Le premier secteur industriel français avec près de 500 000 emplois, 11 800 entreprises et 160 milliards d'euros de chiffre d'affaires.

Et cette puissance nous engage.

Comme vous nous connaissez bien, vous savez à quel point nous sommes responsables et toujours en mouvement.

Nous avançons dans une création de valeurs permanente. Je regrette d'ailleurs que ce travail, cette passion qui nous anime tous puissent être remis en cause. Que la qualité que nous apportons à nos produits et qui est notre ligne directrice chaque jour puisse être suspectée.

Bien sûr, tout est perfectible mais je voudrais redire devant vous combien nos industries améliorent jour après jour cette qualité alimentaire très concrètement.

- Par l'innovation bien sûr qui est une réalité quotidienne dans nos entreprises.

- Par amélioration de l'offre alimentaire. Je pense évidemment à nos engagements comme la charte qualité-ingrédients, Cher Guillaume, que les boulangers et les fabricants de boissons rafraîchissantes ont déjà signée. Et que les charcutiers signeront prochainement.

Mais je ne voudrais pas que ces efforts soient récompensés par des taxes ou des systèmes d'étiquetage stigmatisant.

Par des caricatures et des postures qui font oublier l'essentiel : la richesse de notre modèle alimentaire qui s'appuie sur des fondements autour du goût, du plaisir, de la diversité et de l'équilibre.

Réduire nos produits à des additions de nutriments rouge ou vert ne nous paraît pas acceptable

Nous l'avons déjà évoqué ensemble et notamment avec la Président de la République, et je sais, Monsieur le Ministre, que vous partagez notre vision.

L'ANIA a fait de la qualité alimentaire un axe prioritaire de travail. Ne nous découragez pas et aidez-nous à lutter contre ce « food bashing », ...

Vous avez visité les pavillons de nos grands concurrents étrangers, brésiliens, italiens, allemands ou danois... Si nous Français, ne défendons pas notre modèle alimentaire et toute la filière qui y contribue, personne ne le fera à notre place.

Et défendre ce modèle, c'est défendre toute une filière, c'est défendre notre industrie qui travaille avec passion sur tous les territoires de France, et donne du travail à plus de 2,5 millions de salariés.

Mais nous créons aussi des valeurs sociales.

Je sais à quel point c'est votre priorité, monsieur le ministre et celle du gouvernement de Manuel VALLS. Vous avez voulu le Pacte de responsabilité qui se traduit notamment par une baisse bienvenue des charges des entreprises. Nous souscrivons à ce Pacte parce que votre priorité sur l'emploi est aussi la nôtre.

Nous sommes engagés très concrètement, en signant un contrat de filière avec le gouvernement en juin 2013.

Il s'agit d'engagements concrets que nous voulons tenir, sur l'ensemble de la filière alimentaire, à l'horizon 2017 :

1/Le recrutement de 90,000 collaborateurs

2/La formation de 150 000 jeunes en alternance

3/ La formation de 5 000 collaborateurs aux savoirs fondamentaux.

Je tiens d'ailleurs à remercier nos partenaires de la filière Coop de France, la CGAD et également les organisations syndicales dans leur dialogue exigeant et toujours constructif [cher Frédéric MALTERRE]

Nous faisons tous les efforts pour tenir ces objectifs.

En cela les engagements de l'Etat, les objectifs du contrat de filière, le plan industriel, sont autant d'instruments au service de la croissance et donc de l'emploi.

Mais vous savez bien, monsieur le Ministre, que malgré la meilleure volonté du monde, la plus forte détermination, l'embauche ne relève pas de la pensée magique et qu'il faut des marges suffisantes, des carnets de commandes suffisant pour embaucher, former et transmettre.

Et nous sommes confrontés à ce mur qui nous empêche de créer de la valeur sociale au niveau ou nous voudrions pourtant le faire :

La guerre des prix que mènent les grandes enseignes de la distribution.

Une guerre qui étrangle nos industries de transformation, dévore nos marges, pourtant déjà très faibles, et qui amenuise tous les projets d'investissements.

Nous ne pouvons pas poursuivre dans cette voie. Monsieur le Ministre.

Vous avez conscience du problème, vous l'avez dit avec force hier à l'inauguration du SIAL, et bien sûr lors d'une réunion avec Arnaud Montebourg en juillet dernier, où nous avons été soulagé de voir que le gouvernement prenait la mesure du problème en l'appelant par son nom : la guerre des prix.

Bien nommer les choses est une première étape. Non il ne s'agit pas de relations tendues mais bien d'une guerre dont nos entreprises et les agriculteurs sont les premières victimes.

Mais identifier le problème ne suffit pas, il faut trouver les solutions pour le résoudre. Le préalable c'est évidemment l'application de la loi [le seul fait d'avoir à le rappeler semble tellement inouï parfois !]

Nous savons le travail mené par les services de la DGCCRF ; ce travail doit se poursuivre.

Pour notre part nous voulons ardemment passer de la confrontation à la co-construction.

Et si nous n'y parvenons pas, si les négociations dans le cadre de la loi HAMON sont pires que les précédentes [et les récents rapprochements de centrales d'achat ne nous incitent pas du tout à l'optimisme] alors il faudra accepter que la loi n'a pas rempli son objectif et nous demanderons officiellement une nouvelle loi. Pas par caprice ... Non ... Par sens de la survie et de responsabilité vis-à-vis de la filière et de l'emploi

Car nous sommes des patriotes économiques.

Vous le savez bien. Il n'y a pas un territoire, du littoral aux zones de montagnes, de la ville à la campagne qui ne bénéficie pas de l'implication économique de nos entreprises.

Nous revitalisons économiquement, socialement, des régions entières qui vivent en grande partie à travers leurs productions agroalimentaires et se sont fait connaître à l'étranger grâce à leur produits.

Nous sommes de véritables ambassadeurs de la diplomatie économique et plus largement de la culture française, d'un certain art de vivre qui nous fait honneur et que le monde entier nous envie.

Nos industries créent aussi des valeurs culturelles et nous en sommes fiers.

D'une fierté qui n'est pas de l'arrogance.

Non! Seulement la fierté du travail bien fait, de la production d'une alimentation de qualité dans un monde où l'enjeu alimentaire est devant nous.

Sur une planète aux ressources limitées, il faudra nourrir 9 milliards d'êtres humains en 2050 et produire durablement 70% de plus qu'aujourd'hui. Voilà l'équation difficile à résoudre mais pas impossible comme l'a montré le débat exigeant de ce matin avec M. JULLIARD de Greenpeace .

Nourrir les hommes, j'ai bien dit tous les hommes et pas simplement les classes moyennes ou riches des pays émergents, c'est aussi un enjeu dont nous avons tous conscience ici et dont nous avons beaucoup parlé ce matin dans nos débats.

Ce défi, il est devant nous.

Et la France peut, par sa richesse agroalimentaire, jouer un rôle clé sur la scène du monde

Ensemble, nous voulons créer pour et avec les citoyens, des valeurs pour la prospérité de nos entreprises, de nos salariés, des consommateurs et pour notre pays.

Nous avons nos engagements de ce qui peut être un pacte d'avenir entre nous :

Nos engagements pour la croissance et l'emploi

- en attirant les jeunes dans nos métiers par l'alternance et l'apprentissage ;
- En maintenant dans l'emploi les plus de 50 ans qui peuvent accompagner et transmettre leur savoir faire aux jeunes ;
- En améliorant la qualité de vie au travail, et l'employabilité, notamment au travers des savoirs fondamentaux ;

Nos engagements pour une alimentation saine et durable :

- en poursuivant tous les efforts en faveur de la qualité et de l'information du consommateur pour qu'ils adoptent les bons comportements ;

Nos engagements en faveur d'une croissance durable :

- en diffusant les bonnes pratiques RSE, en faisant de la transition écologique une source de performance économique,
- En luttant activement contre le gaspillage cher Guillaume GAROT,

Sans menaces nouvelles, sans taxes nouvelles, en permettant aux entreprises plus d'oxygène, plus de simplification, plus de liberté, plus de flexibilité finalement en leur faisant confiance Elles avanceront sur chacun de ses engagements.

Vous pouvez compter sur nous, monsieur le Ministre et nous allons nous aussi compter sur vous car ce qui sera bon pour le premier secteur industriel, sera bon pour le pays  
Et une juste récompense pour les quelques 11 800 entrepreneurs que je représente et que j'admire.

Je vous remercie.